

## LA COVID-19 ET LES DROITS DE L'HOMME DES PERSONNES LGBTI

### QUELLE EST L'INCIDENCE DE LA COVID-19 SUR LES PERSONNES LGBTI ?

Les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) risquent d'être particulièrement vulnérables pendant la pandémie de COVID-19. La COVID-19 représente un risque plus important pour les personnes dont le système immunitaire est affaibli, notamment certaines personnes atteintes du VIH/sida. Les sans-abri, qui comptent de nombreuses personnes LGBTI, font face à un plus grand risque de contagion, car ils sont moins en mesure de se protéger grâce à l'éloignement physique et de bonnes pratiques d'hygiène.<sup>1</sup>

**Accès aux services de santé :** les personnes LGBTI sont régulièrement victimes de stigmatisation et de discrimination lorsqu'elles cherchent à obtenir des soins de santé, ce qui entraîne des disparités en matière d'accès, de qualité et de disponibilité des soins. Les lois qui punissent les relations homosexuelles ou qui prennent pour cible les personnes transgenres en raison de leur identité ou de leur expression du genre exacerbent les effets négatifs sur la santé des personnes LGBTI, car ces dernières risquent de ne pas accéder aux services de santé par crainte d'être arrêtées ou de subir des violences. Plusieurs exemples de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité/l'expression du genre ont été relevés dans de nombreux pays. Une telle discrimination peut augmenter les risques liés à la COVID-19 pour les personnes LGBTI.

**Des services de santé nécessaires rayés des priorités :** compte tenu de la surcharge des systèmes de santé, les traitements proposés aux personnes LGBTI peuvent être interrompus ou rayés des priorités, y compris le traitement et le dépistage du VIH, les traitements hormonaux et les traitements de réaffirmation de l'identité de genre pour les transgenres. Les décisions relatives à la réduction des services doivent être fondées sur des données et des raisons médicales et ne doivent pas refléter des préjugés à l'égard des personnes LGBTI.

**Stigmatisation, discrimination, discours haineux et attaques contre la communauté LGBTI :** les personnes LGBTI ont par le passé été accusées d'être à l'origine de catastrophes naturelles et anthropiques, et selon plusieurs rapports, cela est également le cas avec la pandémie de COVID-19.<sup>2</sup> Dans certains pays, les rapports suggèrent une augmentation de la rhétorique homophobe et transphobe.<sup>3</sup> Selon plusieurs rapports, la police se sert également des directives relatives à la COVID-19 pour attaquer les organisations LGBTI et les prendre pour cible.<sup>4</sup> Dans au moins un pays, l'état d'urgence a été utilisé pour proposer un décret qui empêcherait les personnes transgenres de modifier légalement leur sexe dans les documents d'identité.<sup>5</sup> Plusieurs pays ont mis en place des restrictions à la liberté de circulation fondées sur le sexe, comme des jours de sortie alternés pour les femmes et les hommes, exposant les personnes non binaires et transgenres à un risque élevé de discrimination, car ces dernières sont susceptibles d'être arrêtées et interrogées.<sup>6</sup>

**Violence domestique et abus :** en raison des mesures de confinement, de nombreux jeunes LGBTI sont contraints à l'isolement dans des environnements hostiles sans soutien de la part des membres de leur famille ou de leurs cohabitants. Cela peut accroître leur exposition à la violence, ainsi que leur anxiété et leur dépression.

**Accès au travail et aux moyens de subsistance** : les personnes LGBTI sont plus susceptibles d'être au chômage et de vivre dans la pauvreté que la population en général. De nombreux membres de la communauté LGBTI travaillent dans le secteur informel et n'ont pas droit à des congés de maladie rémunérés, à des indemnités de chômage et à une couverture de santé.<sup>7</sup> Par ailleurs, en raison de politiques discriminatoires en matière de congés payés ne couvrant pas tous les genres de manière égale, les personnes LGBTI risquent de ne pas pouvoir prendre de congés pour s'occuper des membres de leur famille.

### **Quelles mesures clés les États et autres parties prenantes peuvent-ils prendre ?**

Les États doivent reconnaître que les personnes LGBTI sont particulièrement vulnérables durant cette crise et prendre des mesures ciblées pour leur permettre d'être prises en compte et de faire entendre leur voix lors de la lutte contre la pandémie :

- 1) Des efforts particuliers devraient être menés pour s'assurer que les personnes LGBTI ne sont pas victimes de discrimination ou qu'elles ne craignent pas des représailles pour avoir cherché à obtenir des soins de santé. Les services de santé particulièrement pertinents pour les personnes LGBTI ne devraient pas être rayés des priorités selon des critères discriminatoires.**
- 2) Les mesures visant à traiter les conséquences socioéconomiques de la pandémie devraient tenir compte des vulnérabilités particulières des personnes LGBTI, y compris les personnes âgées et les sans-abri, et veiller à ce que les personnes LGBTI soient pleinement couvertes.**
- 3) Les dirigeants politiques et d'autres personnalités influentes devraient s'opposer à la stigmatisation et aux discours de haine à l'intention des personnes LGBTI dans le cadre de la pandémie.**
- 4) Les refuges, les services de soutien et autres mesures visant à lutter contre la violence fondée sur le genre pendant la pandémie de COVID-19 devraient prendre des mesures pour inclure la population LGBTI.**
- 5) Les États ne devraient pas utiliser les états d'urgence ou d'autres mesures d'urgence pour faire reculer les droits et les garanties existants qui s'appliquent aux personnes LGBTI.**
- 6) Les mesures de restriction de la circulation devraient assurer la protection des transgenres et des personnes qui ne correspondent pas à l'image traditionnellement associée à leur sexe. Les agents des forces de l'ordre devraient être informés et formés pour ne pas faire de discrimination à l'égard de cette population.**

<sup>1</sup> Voir la lettre ouverte de l'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre : <https://www.ohchr.org/fr/issues/sexualorientationgender/pages/index.aspx>

<sup>2</sup> En **Irak**, le leader chiite Muqtada al-Sadr a averti sur son compte Twitter le 28 mars dernier que l'épidémie mondiale ne faiblirait tant que les gouvernements n'abrogeraient pas les lois légalisant les mariages homosexuels. Voir <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2020/03/28/Coronavirus-Iraqi-Shia-cleric-blames-gay-marriage-for-coronavirus>. En **Israël**, le rabbin Meir Mazuz aurait déclaré que les défilés de la Gay Pride étaient « contre nature » et que le coronavirus en était la « punition » : <https://www.lgbtqnation.com/2020/03/rabbi-blames-coronavirus-pride-parades/>. Dans les **Caraïbes**, le législateur Anthony Eden a proposé que les **Îles Caïmanes** affirment officiellement leurs valeurs chrétiennes en réponse aux catastrophes et aux épidémies qui, selon lui, sont des signes divins qu'il faut interdire les mariages homosexuels. <https://www.caymancompass.com/2020/02/04/mla-eden-calls-earthquake-coronavirus-warnings-over-gay-lifestyle/?fbclid=IwAR26-RuhU8LueGkCF8RRiqwitQLvuAhrWMMdcdpEcfvgmjQXRJnGIIe0hK8>

<sup>3</sup> Voir également le communiqué de presse de Human Rights Watch <https://www.hrw.org/news/2020/04/03/uganda-lgbt-shelter-residents-arrested-covid-19-pretext>

<sup>4</sup> <https://76crimes.com/2020/03/30/ugandan-fear-of-covid-19-leads-to-23-arrests-at-lgbt-shelter/>

<sup>5</sup> Voir <https://www.hrw.org/news/2020/04/03/hungary-seeks-ban-legal-gender-recognition-transgender-people>

<sup>6</sup> <https://www.cbsnews.com/news/trans-woman-fined-for-violating-panamas-gender-based-coronavirus-lockdown-rights-group-says-2020-04-10/>;

<https://www.nst.com.my/world/world/2020/04/580816/peru-restricts-movement-gender-during-covid-19-lockdown> ; [https://twitter.com/victor\\_madrigal?lang=en](https://twitter.com/victor_madrigal?lang=en)

<sup>7</sup> Voir par exemple <https://www.openlynews.com/i/?id=41c7d175-c144-4e08-b0a0-c1060c78bcc5>. Voir aussi <https://www.aa.com.tr/en/americas/peru-panama-introduce-gender-based-rules-for-covid-19/1790453>